



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

Après les annonces Bayrou, les annonces Vautrin vont bon train !

La ministre « du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles », Catherine Vautrin, a annoncé le 3 août durant la période estivale un nouveau plan de « lutte contre **la fraude dite sociale** ».

13 milliards d'euros à récupérer, dit-elle et pour y arriver, un durcissement spectaculaire des contrôles :

- **Fichage des bénéficiaires,**
- **Géolocalisation des ambulanciers,**
- **Suspension des allocations si le compte bancaire est hors de l'Union européenne,**
- **Prélèvements directs sur les comptes.**
- **Chasse aux arrêts de travail « dit non justifiés »**

Pour la Fédération, le gouvernement s'attaque frontalement à celles et ceux qui dépendent de prestations sociales pour vivre : les allocataires du RSA, les privés d'emplois, les malades, les familles modestes, les salariés précaires. Il les place sous surveillance, comme s'ils étaient d'office coupables de leur situation.

Le gouvernement essaie de nous faire croire que les plus démunis ruinent massivement notre modèle social. Pourtant les chiffres sont clairs : selon France travail c'est 2 % de personnes qui sont fraudeuses et 1,2 % de fraude pour les personnes qui touchent le RSA.

En réalité, **80 % de la fraude sociale provient du travail dissimulé, autrement dit de la fraude patronale**, pour seulement 20 % concernent les aides sociales.

Dans un contexte où le gouvernement brandit l'argument du déficit pour justifier des réformes toujours plus injustes, ces chiffres interrogent.

Dans ce projet du gouvernement, la FTM constate qu'aucune annonce n'a été faite sur le renforcement des inspections dans les entreprises, sur les sanctions envers les employeurs récidivistes ayant recours au travail dissimulé, sur les contrôles dans les secteurs où les abus sont bien connus.

Plus grave encore : aucune mesure contre la fraude fiscale, qui coûte pourtant jusqu'à dix fois plus cher à la collectivité.

Pour la FTM, le gouvernement Macron continue d'alléger fiscalement les puissants et d'alourdir l'addition des citoyens !

Quand il s'agit de s'en prendre aux grandes fortunes, aux montages financiers, aux exilés fiscaux, le gouvernement devient étrangement timide.

Ce que dévoile ce plan, c'est une vision d'un monde libéral poussé à l'extrême où l'on contrôle les pauvres, mais on laisse les entreprises du CAC 40 tranquilles. On pointe du doigt les plus fragiles pendant que les vrais fraudeurs se frottent les mains en utilisant :

- **Entre 80 et 120 Milliards par an d'évasion fiscale.**
- **Plus de 200 milliards d'aide d'argent public par an, souvent utilisés pour assouvir l'appétit toujours vorace des actionnaires et tout ceci sans contrôle. Les entreprises du CAC 40, pour une majorité de la métallurgie, ne sont pas en reste depuis plus de quarante ans.**

CETTE POLITIQUE CAPITALISTE EST INJUSTE, INEFFICACE ET INDIGNE !

Encore une fois, le gouvernement s'attaque à celles et ceux qui ont besoin de solidarité, les stigmatise. Il crée un climat de suspicion, particulièrement insupportable pour les femmes seules, les jeunes précaires, les personnes en situation de handicap, déjà confrontés à des démarches humiliantes pour obtenir ce à quoi ils et elles ont droit.

La rentrée va être déterminante, elle sera l'occasion pour la FTM-CGT de réaffirmer notre mécontentement à la suite des deux dernières annonces gouvernementales.

Nous pouvons faire reculer le gouvernement sur leurs propositions en décalage avec les aspirations du monde du travail et des citoyens.

Pour plus de justice sociale il est nécessaire de :

- **Redonner des moyens aux services publics de contrôle.**
- **Renforcer l'Inspection du Travail**
- **Traquer les abus fiscaux du grand patronat.**

La Fédération mettra tout en œuvre pour que notre modèle social vive en continuant de s'attaquer au réel problème du coût du capital.

Montreuil, le 6 août 2025